

pas confiance en son avenir. Son journal le plus important, *Le Monde*, symbolise l'état d'esprit d'une bourgeoisie qui ne cherche qu'à gagner du temps et avance en maugréant sous les coups de botte des généraux américains. Le mécontentement trouve son expression déformée mais très frappante dans la crise gouvernementale chronique que le Parlement ne peut résoudre. Le capital ne voit d'autre solution que la marche à « l'Etat fort » sous la poigne d'un de Gaulle, mais il sait les dangers de procéder un peu brusquement à une telle opération, il n'a pas oublié que le coup de force — prématuré de son point de vue — du 6 février 1934 a stimulé les masses travailleuses au point d'aboutir aux occupations d'usine de juin 1936. Aujourd'hui les choses iraient inévitablement beaucoup plus loin. La bourgeoisie va s'efforcer d'aller à pas feutrés vers « l'Etat fort ». Mais que fait la classe ouvrière de France ?

La première résistance des masses travailleuses de France aux conséquences des préparatifs de guerre, à la détérioration de leur niveau de vie, s'est produite en mars 1951 sous la forme d'une grève des transports parisiens qui dura près de trois semaines et d'une grève générale des cheminots qui dura plusieurs jours. Depuis lors se sont manifestés de très nombreux signes de grandes, de très grandes luttes qui mûrissent et qui peuvent se produire aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique. Il est vrai qu'il n'y a pas eu de grèves tant soit peu importantes ou durables ; mais c'est en grande partie précisément l'ampleur des objectifs que les prochaines luttes poseront qui a pour conséquence que, d'une façon instinctive, les ouvriers ne se lancent pas tête baissée dans le combat même quand ils ont de nombreuses raisons immédiates de lutter. Dans la classe ouvrière se manifeste un courant unitaire grandissant, à la fois sur le plan syndical et sur le plan politique. Mais il serait faux de penser que ce courant unitaire et la volonté de combat des ouvriers ont atteint un tel point que les vieilles directions soient à présent obligées de changer leur politique sous la pression des masses.

Le Parti socialiste gauchit très légèrement, surtout dans la mesure où il ne peut pas suivre — sans danger pour ses intérêts électoraux — les partis bourgeois dans leur glissement à droite. Il se trouve ainsi pour la première fois depuis la fin de la guerre, à une courte exception près, dans l'opposition. Il s'y trouve malgré lui, il se refuse à mener systématiquement cette opposition, et une aile du P.S. voudrait bien voir revenir le bon temps des portefeuilles ministériels.

Quant au P.C.F., qui contrôle la majorité de la classe ouvrière, et notamment ses couches les plus décisives, il est en train de gauchir considérablement sa politique, beaucoup plus que la radicalisation des masses ne pourrait l'expliquer. La manifestation la plus éclatante de ce gauchissement a été donnée au C.C. qui s'est tenu à la mi-février ; un

examen attentif des travaux de celui-ci explique les tendances fondamentales de la politique stalinienne.

Il est tout d'abord fort clair que la politique du P.C.F. conserve les mêmes buts essentiels de la période passée, à savoir obtenir par une pression suffisamment forte sur la bourgeoisie un changement de sa politique étrangère dans un sens favorable aux besoins de la diplomatie du Kremlin ou, à défaut, nuire à ses préparatifs de guerre. C'est pourquoi il est toujours question de la « paix », de l'« indépendance nationale » comme thèmes de la politique du P.C.F.

Mais si ces objectifs n'ont pas varié, les moyens d'y parvenir ont été très considérablement changés. Une politique de pression comme celle que les staliens suivent exige, en fonction de la tension internationale grandissante, la mise en œuvre d'une pression croissante. Comme la France est le chaînon le plus faible en Europe occidentale, c'est là que sera appliquée la pression la plus forte pour obtenir la rupture des engagements atlantiques.

Les dirigeants staliens l'expliquent d'ailleurs assez clairement :

« Le fait nouveau de la situation en France mis en lumière par le Comité central c'est la difficulté extrême où se trouve le parti américain de continuer à appliquer plus avant, sur l'ordre de ses maîtres, une politique dont le peuple de France ne veut pas » (Fajon, membre du B.P.).

Comment sera donc cette obtenue cette pression accrue sur la bourgeoisie ?

Tout d'abord il faut remarquer que le C.C. de février a complètement ignoré la tâche qui, la veille encore, était présentée comme la plus importante, c'est-à-dire la campagne pour un « Pacte à 5 » et la signature de pétitions à cet effet. De ce thème qui a mobilisé les militants communistes pendant des semaines et même des mois, qui a rempli les colonnes de la presse du P.C.F., il n'en est plus question. Plus exactement, il y sera fait allusion dans le rapport de Lécœur, secrétaire du Parti, dans les termes suivants :

« Nous avons des camarades dévoués, fidèles, parmi les meilleurs entraîneurs d'hommes, qui ont hésité dans la campagne de signatures ».

Autrement dit, on ne tiendra pas rigueur aux militants « gauchistes » qui n'approuvaient guère ce genre d'activité. On a besoin d'eux pour quelque chose de plus sérieux.

En premier lieu, la question coloniale qui devient très brûlante en France est soulignée par Marty qui y consacre une partie importante de son rapport ; et Duclos revient sur la question avec insistance :

« Il faut dire cependant que les camarades [au Comité Central] n'ont sans doute pas attaché assez d'importance à la partie du rapport d'André Marty sur les mouvements des peuples coloniaux. »

Il n'est plus question d'Union française que pour la dénoncer comme « l'appelation nouvelle de l'Empire colonial français ». Le P.C.F. se prononce pour un